

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III- 59

Déposée par Madame ou Monsieur : Anne Van Lancker, Elio Di Rupo, Louis Michel, Pierre Chevalier, Marie Nagy, Pervenche Berès, Olivier Duhamel, Caspar Einem, Elena Paciotti, Luis Marinho, Carlos Carnero, Maria Berger, Vytenis Andriukaitis, Adrian Severin, Jürgen Meyer, Helle Thorning-Schmidt, Claudio Martini

Article III-59 (ex-article 93)

- ~~1. — Une loi ou une loi-cadre européenne du Conseil établit les mesures touchant à l'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects pour autant que cette harmonisation soit nécessaire pour assurer le fonctionnement du marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence. La loi ou la loi-cadre est adoptée à l'unanimité après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.~~
- ~~2. — Lorsque le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, constate que les mesures visées au paragraphe 1 concernent la coopération administrative ou la lutte contre la fraude fiscale, il statue, par dérogation au paragraphe 1, à la majorité qualifiée lorsqu'il adopte la loi ou la loi-cadre européenne qui établit ces mesures.~~

1. UNE LOI OU UNE LOI CADRE ARRETE LES MESURES TOUCHANT AUX LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS DES ETATS MEMBRES EN MATIERE D'IMPOTS DIRECTS ET INDIRECTS DANS LA MESURE OU CES DISPOSITIONS SONT NECESSAIRES POUR ASSURER LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR ET EVITER LES DISTORSIONS DE CONCURRENCE. LA LOI OU LA LOI-CADRE EST ADOPTÉE APRES CONSULTATION DU

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL.

2. LES MESURES VISEES AU PARAGRAPHE 1^{ER} CONSISTENT NOTAMMENT DANS :

- a) DES MESURES DE COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES DES ETATS MEMBRES QUI VISENT A ELIMINER LES OBSTACLES DIRECTS A LA LIBRE CIRCULATION DES BIENS, DES PERSONNES, DES SERVICES OU DES CAPITAUX RESULTANT DES DISPOSITIONS FISCALES ET EN PARTICULIER A PREVENIR LA DISCRIMINATION ET LA DOUBLE IMPOSITION ET LES PRATIQUES DE CONCURRENCE FISCALE DOMMAGEABLE.
- b) DES MESURES DE COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES DES ETATS MEMBRES CONCERNANT LA FISCALITE DIRECTE OU INDIRECTE QUI VISENT A PREVENIR LA FRAUDE, LA FRAUDE FISCALE OU L'EVASION FISCALE OU LE CONTOURNEMENT DES REGLES DE L'UNION
- c) DES MESURES RELATIVES AUX TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES, AUX DROITS D'ACCISES ET AUTRES IMPOTS INDIRECTS AYANT POUR OBJET LA MISE A JOUR, LA SIMPLIFICATION OU L'APPLICATION UNIFORME SIMPLE ET TRANSPARENTE DES REGLES DE L'UNION Y AFFERENTES
- d) DES MESURES FISCALES QUI VISENT PRINCIPALEMENT A POURSUIVRE LES OBJECTIFS DE LA CONSTITUTION LIES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

3. LA LOI OU LA LOI- CADRE PREVOIT LES MESURES NECESSAIRES A L'ASSISTANCE MUTUELLE, LA COOPERATION ET A L'ECHANGE D'INFORMATION ENTRE LES AUTORITES NATIONALES RESPONSABLES.

Explication éventuelle :